

Madagascar

idées reçues sur la Grande Île

Patricia Rajeriarison
Sylvain Urfer

Avec la collaboration de Jeanne Rasoanasy

Issues de la tradition ou de l'air du temps, mêlant souvent vrai et faux, les idées reçues sont dans toutes les têtes. Les auteurs les prennent pour point de départ et apportent ici un éclairage distancié et approfondi sur ce que l'on sait ou croit savoir.

Le Cavalier Bleu
EDITIONS ■

Patricia Rajeriarison

Consultante indépendante spécialisée en développement du secteur privé et du tourisme. Basée à Madagascar, ses travaux se focalisent sur des thèmes divers comme le développement touristique, le tourisme responsable, le climat des investissements, la gestion et la conservation de l'environnement par les communautés et le développement du football féminin.

Sylvain Urfer

Jésuite, Sylvain Urfer vit à Madagascar depuis 1974. Il a été curé d'Anosibe, paroisse populaire de la capitale, pendant 25 ans. Enseignant et écrivain, il a fondé le centre Foi & Justice, collabore avec la Conférence épiscopale de Madagascar, et est membre fondateur du SeFaFi (Observatoire de la vie publique). Expulsé de Madagascar en 2007, il y est revenu en 2009.

Du même auteur (sur Madagascar)

- *L'Espoir et le doute. Un quart de siècle malgache*, Foi & Justice, 2000, rééd. 2006.
- *Le Doux et l'amer. Madagascar au tournant du siècle*, Foi & Justice, 2003, rééd. 2008.
- *La Crise et le rebond. 50 ans après l'indépendance malgache*, Foi & Justice, 2010.
- *Madagascar, une culture en péril ?*, No Comment éditions, 2012.
- Ignace Rakoto et Sylvain Urfer (dir.), *Libération et esclavage à Madagascar*, Karthala/Foi & Justice, 2014.
- *L'Écume et la mer. Où va Madagascar ?*, Foi & Justice, 2015.

sommaire

Introduction13

Histoire et géographie

- « Madagascar est un pays africain. »17
- « Madagascar est le pays des lémuriens. »23
- « Ranavalona I^{re} fut une reine cruelle. »29
- « Madagascar est une ancienne colonie française. »35
- « 29 mars 1947 : événement ou insurrection ? »41

Économie et politique

- « Madagascar est l'un des pays les plus pauvres du monde. »49
- « Madagascar est le pays de la vanille. »55
- « Madagascar est un pays de potentiel. »61
- « Madagascar est un pays ingouvernable. »67
- « À Madagascar, les Églises font de la politique. »75

Culture

- « L'identité malgache est incertaine. »83
- « Madagascar vit au rythme du *moramora*. »89
- « La culture malgache est essentiellement orale. »95
- « Le fihavanana est le fondement de la culture malgache. »99
- « À Madagascar, on retourne les morts. »107

Société

« Il n'y a pas d'unité nationale à Madagascar. »	115
« À Madagascar, on brûle les forêts. »	121
« Les Malgaches sont francophones. »	127
« Madagascar est une grande destination pour l'écotourisme. »	133
« Les Malgaches sont un peuple non violent. »	139

Conclusion	145
-----------------------------	------------

Annexe

Pour aller plus loin	151
--------------------------------	-----

« Madagascar est l'un des pays les plus pauvres du monde. »

*Sur une terre tropicale bénie des moussons et plus vaste
que la France, treize millions d'hommes souffrent de la misère
et de la violence...*

Michael Stührenberg, « Madagascar : en exhumant et en fêtant
les morts, les Malgaches donnent un sens à leur vie »,
Geo, avril 1995

Les Malgaches sont des insulaires. Seuls ceux d'entre eux
qui ont la possibilité de voyager *ampitan-dranomasina* (au-
delà des mers) prennent conscience de leur dénuement
matériel, tant au niveau individuel que collectif. Les autres
se contentent de vivre leur réalité quotidienne avec un fata-
lisme de bon aloi, *izay no lahatra*, c'est notre destinée.

La notion de pauvreté, en tant que thème de développe-
ment, a été introduite à Madagascar par les Nations unies et
les institutions de Bretton Woods. Leur mot d'ordre est le
suivant : il ne peut y avoir de développement durable tant
que persistent les déséquilibres entre et dans les pays. Il
importe donc de les réduire, à défaut de les éliminer, pour
garantir un développement globalisé harmonieux. En terme
d'Indice de développement humain (IDH) dans le monde,
Madagascar se positionne en 2015 au 154^e rang sur 188 pays,
entre le Cameroun et le Zimbabwe. Les indicateurs écono-
miques de la Banque mondiale font état d'un produit inté-
rieur brut (PIB) par habitant de 440 €, pour une espérance

de vie de 64 ans, un taux de croissance démographique de 2,8 % et un taux de croissance économique de l'ordre de 3 % (2014). En 2013, les enquêtes des Nations unies de suivi des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ont recensé à Madagascar un pourcentage de 91 % de personnes vivant dans une situation de pauvreté (moins de 2 dollars USD par jour) et de 77 % de personnes dans une situation d'extrême pauvreté (moins de 1,25 USD par jour). Les taux de pauvreté se sont accentués du fait de l'impact de la crise politique et économique qui a suivi le coup d'État de 2009.

Sous la pression des organismes internationaux, les dirigeants malgaches successifs se sont appropriés ce thème de la pauvreté et se sont dotés, comme la plupart des pays en développement, d'un Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) appliqué jusqu'en 2006. Ce faisant, ils se sont engagés dans la lutte contre la pauvreté et ses nombreux corollaires : corruption, déforestation et destruction de l'environnement, VIH/sida, criquets, etc. – au désarroi d'une population qui n'en finit pas de réaliser à quel point elle est accablée et de persister dans ses réflexes de survie comme dans des modes de cultivation traditionnels malgré des rendements faibles pour ne pas risquer de perdre le peu disponible. À partir de 2007, le gouvernement s'est doté de sa propre stratégie, le Madagascar Action Plan (MAP), pour tenter d'harmoniser et encadrer les interventions des organismes internationaux. En dix ans, le taux de croissance du PIB est passé de 2,2 à 7,1 %, le PIB par habitant a très légèrement augmenté de 208 à 230 € et le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté a stagné de 71,3 % à 68,7 %.

Tous ces chiffres ont été dramatiquement révisés suite à la crise politique de 2009 dont les effets ont eu de sérieux impacts sur la situation socio-économique du pays. L'administration du Président Rajaonarimampianina axe sa Politique nationale de développement (PND) sur cinq secteurs économiques clés : les mines, l'agro-industrie, le textile, le tourisme et les nouvelles technologies. La mise en œuvre effective se fait attendre du fait d'une instabilité du gouvernement et d'une administration peu opérationnelle après 5 années de crise politique.

L'aridité des statistiques reflète une réalité que les *vazaha* (étrangers) découvrent en sortant de l'aéroport international d'Ivato et en arrivant dans la capitale Antananarivo : bâtiments vétustes, petites échoppes achalandées tant bien que mal, grouillement d'une population habillée comme elle peut, parfois en guenilles et nu-pieds, rues poussiéreuses en saison sèche et boueuses en saison des pluies. Cette réalité entr'aperçue n'est même pas représentative car les chiffres, sans occulter une pauvreté urbaine matérialisée par les nombreux sans-abri, indiquent que la pauvreté, à Madagascar comme ailleurs, est d'abord un phénomène rural (écart de 25 points par rapport aux zones urbaines), notamment du fait d'un facteur d'enclavement important (« la surface de la France avec vingt fois moins de routes ») entraînant des économies d'autarcie et de subsistance, une insécurité élevée et un déficit en matière d'éducation, d'information et de santé. Plus importante, cette pauvreté rurale est moins visible car plus diluée, moins flagrante aux yeux des médias, d'autant plus que la situation des ruraux est sans doute moins inégale, face à une nature superbe et généreuse et un système social solidaire, du fait de traditions communautaires

préservées tant bien que mal. Un représentant d'une association paysanne est ainsi intervenu lors d'une conférence sur la pauvreté pour s'insurger contre le matraquage et la stigmatisation croissante dont les « pauvres » font l'objet, comme s'ils étaient la cause du non-développement alors qu'ils n'en sont que la conséquence. Il a exposé son propre cas : possédant 12 zébus, nanti au regard de son village, mais pauvre selon les critères internationaux, il ne sait ni comment ni pourquoi changer son statut.

Les disparités régionales sont également réelles. Madagascar a entrepris une réforme en matière de décentralisation avec 22 régions qui se substituent progressivement en matière de gestion administrative et de développement aux 6 provinces instituées par l'administration coloniale française. Les régions les plus pauvres sont les plus enclavées et les moins bien dotées en termes d'infrastructures publiques (adduction d'eau et connexion au réseau d'électricité) : l'Androy, dans le sud, dont le climat aride requiert des investissements importants et qui fait face régulièrement à des cas de famine. Les régions du sud-est (Atsimo Atsinanana et Vatovavy Fitovinany) ont une nature plus clémente mais sont peu accessibles faute de routes. Les régions dont le taux de pauvreté est inférieur à 50 % et donc les plus riches, se situent au centre (Analamanga) et dans le nord-ouest (Boeny et DIANA – Diégo, Ambilobe, Nosy Be, Ambanja). Analamanga, où se situe la capitale, est la plus peuplée et concentre la majeure partie des activités industrielles du pays, Boeny et DIANA se spécialisent dans les activités halieutiques (pêche des produits de la mer et élevage de crevettes) et de production agricole comme le cacao, l'ylang ylang et autres produits de rente, avec un développement touristique important.

À Madagascar comme ailleurs, l'extrême richesse côtoie l'extrême pauvreté. Mais à Madagascar plus qu'ailleurs, le paradoxe est cette pauvreté comparée à l'abondance des ressources dont dispose la Grande Île et ce, faute des finances nécessaires pour les exploiter. Les facteurs géographiques et climatiques sont les premières explications : les travaux d'infrastructures sont onéreux face à un relief composé de collines et de montagnes, à de nombreux fleuves traversant les côtes et aux cyclones dont le pays est victime chaque année. Les réseaux d'électricité restent extrêmement limités malgré les nombreuses possibilités de barrages hydroélectriques. Ces infrastructures sont pourtant indispensables pour relier les activités de production fragmentées sur plusieurs sites vers les zones de consommation et/ou d'exportation. Madagascar est quelque part aussi victime de sa taille et de sa géographie, les capitaux requis pour exploiter ce potentiel sont importants et le nombre d'opérateurs qui disposent de ces capitaux fonciers, financiers, techniques et humains sont limités, du moins à l'échelle nationale. La bonne gouvernance en matière de gestion des ressources reste essentielle comme dans de nombreux pays en développement.

Le label Madagascar est pourtant reconnu sur les marchés occidentaux pour des produits tels que la vanille, le poivre, le chocolat, les crevettes et les litchis. Beaucoup de Malgaches, à force de se l'entendre dire, ont conscience d'être pauvres par rapport aux *vazaha* résidents qui semblent tous vivre dans une opulence assimilée à du gaspillage. Un *vazaha* pauvre, s'il s'en trouve, est péjorativement appelé *vazaha lany mofo* (litt. le Blanc qui n'a plus de pain) ; quant au Malgache riche, il est considéré comme « menant une vie de *vazaha* » (*manao fiainam-bazaha*).

De temps à autre surgissent des signes de richesse tels que hypermarchés au format occidental, voitures de luxe, villas imposantes et personnes déguisées en véritables figurines de mode. Ces signes peuvent être trompeurs : les nombreux véhicules 4x4 confirment, outre le statut social ou la fonction des passagers (tous les hauts fonctionnaires et élus disposent d'un véhicule 4x4), que le réseau routier est délabré. De même, les Malgaches attachent une attention particulière à leur apparence, et il n'est pas rare de rencontrer au détour des bidonvilles d'Antananarivo, les mêmes gravures de mode mentionnées plus haut. La perception des Malgaches de leur pauvreté est un autre paradoxe. Ils ne nient pas leur dénuement, mais éprouvent un sentiment d'impuissance et de vulnérabilité face aux circonstances difficiles de la vie (maladie, accidents ou catastrophes naturelles), et rêvent du mode de vie des *vazaha* ou des *success stories* diffusées quotidiennement par les *télé-novela* brésiliennes ou mexicaines. Mais dans les pires moments, telles les crises politiques de 2002 et 2009, ils arborent une sérénité et affichent des sourires éclatants ; faux-semblants, et/ou, malgré tout, confiance en l'avenir ?

La richesse de Madagascar est ailleurs dans sa culture, héritée d'une histoire et de traditions uniques, et dans sa population. *Ny fanaha maha olona* : c'est l'esprit qui fait l'être humain. Ces valeurs ont été sérieusement ébranlées ces dernières années avec la crise politique de 2009 en point d'orgue où le pouvoir à tout prix et la corruption semblent avoir pris le pas sur toute autre considération.